

Histoire

L'UNION DES GAUCHES : L'ÉTAPE DE 1971

Christophe Batardy

16/03/2021

Les élections municipales de mars 1971 se déroulent dans un contexte particulier pour les gauches en quête d'union, au moment où les socialistes viennent d'annoncer un congrès pour l'unité pour le mois de juin. Christophe Batardy décrypte les enjeux de ce scrutin en s'appuyant sur un reportage photographique inédit du meeting du 16 mars 1971 qui se tient à Paris « pour le succès de l'union démocratique » en vue du second tour des élections municipales réunissant le Parti communiste, le Parti socialiste, la Convention des institutions républicaines et Objectif 72.

Le 16 mars 1971, entre les deux tours des élections municipales, un meeting réunit au Palais des sports de Paris les principales organisations de la gauche, à savoir le Parti socialiste, le Parti communiste français, et la Convention des institutions républicaines (CIR).



Vue générale du meeting, Palais des sports de Paris

Le meeting est présidé par Robert Buron, président d'Objectif 72, mouvement créé en 1966 par des membres du MRP dans la perspective des élections présidentielles alors prévues en 1972, mais qui eurent lieu finalement en 1969 suite à la démission de De Gaulle. Le texte d'appel à la création de ce mouvement engage alors ses signataires en faveur d'un « socialisme des temps modernes »¹.



Robert Buron

Le meeting réunit 10 000 personnes (30 000 selon le *Bulletin socialiste* du 18 mars 1971). Il s'agit pour la gauche de rassembler en vue du second tour des municipales à Paris² mais, au-delà, d'attester d'une dynamique d'union partout en France. En effet, même si les alliances dites de « troisième force » qui associent le Parti socialiste et une partie de la droite sont renouvelées dans de nombreuses villes comme à Nantes ou Nancy, les listes d'union dès le premier tour entre le PS et le PCF dans les villes de plus de 30 000 habitants sont plus nombreuses qu'en 1965 (60% contre 40%) attestant d'un processus de bipolarisation droite-gauche en cours. De manière significative, à Arras dans son fief, Guy Mollet, ancien secrétaire général de la SFIO, s'associe avec les communistes.

La participation au premier tour est de 75% des inscrits. Le PCF gagne la ville de Calais et fait réélire 37 de ses 39 maires de communes de plus de 30 000 habitants. La situation est plus contrastée pour le PS qui perd de nombreuses voix dans le cadre des alliances socialo-centristes.

Au Palais des sports ce 16 mars, 1971 c'est la première fois que Georges Marchais, secrétaire général adjoint du PCF, et François Mitterrand, président de la CIR, se retrouvent ensemble à la tribune d'un meeting.

Les photographes au bas de la tribune saisissent durant tout le meeting les attitudes, la gestuelle des principaux ténors à l'occasion de leur prise de parole mais aussi lors de leurs échanges en aparté.



Parmi eux, les photographes Pierre et Monique Guena, auteurs des photographies ici présentées. Un slogan derrière les orateurs résume la volonté politique des différentes organisations : « Pour le succès de l'union démocratique ». Les militants scandent à plusieurs reprises « Unité ! » « Unité ! »³. Les orateurs ne sont pas seuls à faire face à l'assistance. Des représentants des différents appareils politiques sont présents derrière les orateurs, comme René Piquet, membre du Bureau politique du PCF, que l'on distingue derrière Georges Marchais, et Paul Laurent et Georges Sarre, responsables respectivement des fédérations communiste et socialiste de Paris.



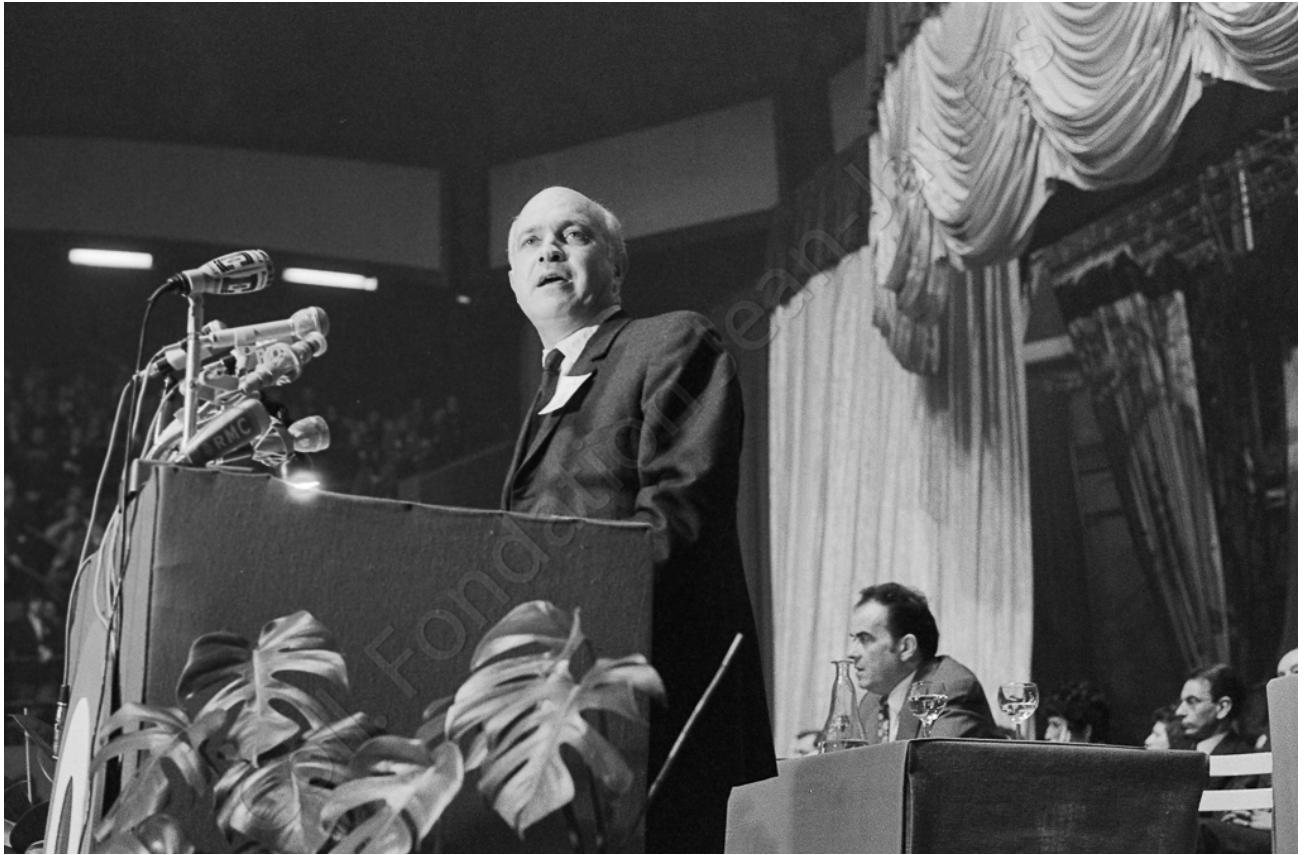


C'est François Mitterrand qui prend la parole le premier. Lyrique, il déclare que « La gauche unie, c'est le combat des masses pour leur propre bonheur » alors que le camp d'en face est représenté par les « forces de l'argent ». Trois mois plus tard au congrès de l'unité socialiste à Épinay, François Mitterrand reviendra sur cette thématique, dans une formule de son discours restée célèbre : « l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes ! ».



François Mitterrand

Alain Savary s'adresse à son tour à la salle au nom du Parti socialiste qu'il dirige depuis le 16 juillet 1969⁴. Il tire un bilan plutôt positif des désistements à gauche en vue du second tour. Des alliances entre le PCF et le PS sont en effet scellées quasiment partout, avec néanmoins quelques exceptions notoires comme Aix-en-Provence et Marseille. Mais Alain Savary revient aussi sur la question des relations avec les communistes – enjeu du congrès du PS prévu trois mois plus tard : « Nous allons poursuivre pour qu'un bilan d'ensemble soit établi avant d'envisager si un accord politique peut être établi avant d'aborder l'étape suivante, celle de 1973. » Alors que le PCF prône depuis 1964 l'adoption d'un programme commun, Alain Savary évoque plutôt la poursuite de discussions idéologiques en vue d'un accord politique, avec pour objectif les élections législatives de 1973. Les enjeux du congrès de la réunification annoncé pour juin 1971⁵ sont dans toutes les têtes. François Mitterrand comme Alain Savary sont présents ce 16 mars aux côtés de Georges Marchais. L'union de la gauche est déjà en germe. Il faudra attendre le Programme commun signé en juillet 1972 pour qu'elle se concrétise, avec alors à la tête du PS non plus Alain Savary mais François Mitterrand.



Alain Savary

Georges Marchais, secrétaire général adjoint du PCF, est le troisième leader à prendre la parole. En raison de la maladie de Waldeck Rochet, Georges Marchais est de fait le véritable secrétaire général du PCF. Il annonce au cours de son discours que la fédération du PCF du Nord vient de retirer à Lille la liste qu'elle a présentée au premier tour en vue de faire barrage au candidat François-Xavier Ortoli⁶, « l'un des ministres les plus représentatifs du pouvoir ». Il s'adresse également aux électeurs du PSU de Paris en vue du second tour : « Nous sommes convaincus que les électeurs PSU ne voudront pas que leurs voix fassent défaut à la gauche pour empêcher la réalisation des desseins totalitaires du parti du grand capital ». Le PCF tente d'apparaître comme le champion de l'union de la gauche.



Georges Marchais

Les photographes s'attardent sur François Mitterrand et Georges Marchais. Est-ce un effet de loupe dû aux choix des clichés pris par les photographes, ou une démonstration par l'image de l'importance prise par ces deux leaders ? Georges Marchais est le représentant du premier parti à gauche et François Mitterrand, malgré sa non-candidature en 1969, reste celui qui a été en 1965 le candidat de l'union de la gauche.

Robert Buron est le dernier à parler. Il a été ministre MRP sous la IV^e République. Sa large liste d'union à gauche – sans les communistes – a gagné dès le premier tour à Laval. Ce soir-là, au Palais des sports, il partage la tribune avec les représentants de forces politiques autrement plus puissantes que son mouvement. Il prononce un discours aux tonalités très à gauche en dénonçant « le régime affairo-capitaliste » représenté par « le Paris des beaux quartiers ». Il s'adresse aux chrétiens, comme il l'avait fait à Laval pour constituer sa liste, en leur disant que « la solidarité de classe était la première ».

Le meeting se termine au chant de l'Internationale. Les orateurs à la tribune se saluent avant de se quitter.



À l'issue du second tour, les gains de la gauche non-communiste dans l'ouest comme à Laval ne contrebalancent pas les pertes par le PS de cinq villes de plus de 30 000 habitants. Par ailleurs, à

gauche, si l'essentiel des pertes électorales des socialistes profitent à la droite, l'essentiel des gains communistes se fait au contraire aux dépens de la droite. Selon le journaliste Raymond Barrilon du *Monde*⁷, ce scrutin mitigé pour le PS fragilise Alain Savary. À l'inverse, le PCF sort gagnant de ces élections en devenant pour la première fois depuis 1945 le premier parti à gauche en nombre de communes de plus de 30 000 administrées. Il gagne les villes de Saint-Dizier, Savigny-sur-Orge, Amiens et Arles. Le PCF est incontournable à gauche. Il ne peut y avoir d'alliance à gauche sans lui. François Mitterrand devient le premier secrétaire du PS deux mois plus tard en ayant soutenu la nécessité d'une alliance programmatique avec le PCF, alors qu'Alain Savary défend plutôt la poursuite d'un dialogue idéologique.

Georges Marchais est désigné secrétaire général du PCF en décembre 1972. Il est favorable avec son parti à l'adoption du Programme commun et s'engage totalement – du moins jusqu'en 1974 – dans une stratégie unitaire souhaitée par les militants communistes qui sont majoritaires dans l'assistance ce 16 mars 1971 et qui expriment déjà alors, aux cris de « Unité », leur volonté d'union de la gauche.

Robert Buron rejoint le PS en 1972. Objectif 72 ne devient pas la troisième composante de l'union de la gauche en ralliant des gaullistes de gauche. Ce rôle sera joué par les futurs radicaux de gauche dirigés par Robert Fabre qui signe le Programme commun le 12 juillet 1972.

Lors des meetings dans le cadre des élections législatives de 1973, derrière les orateurs, un nouveau slogan unitaire accompagne les orateurs : « Changer la vie, vivre mieux, programme commun ». C'est le temps des programmes.

1. *Le Monde*, 12 novembre 1966.

2. En 1971, les électeurs à Paris votent pour des conseillers municipaux. Le maire et les maires d'arrondissement sont nommés. La loi du 31 décembre 1975 modifie le mode de scrutin.

3. *Le Monde*, 18 mars 1971.

4. Le PS succède à la SFIO après deux congrès en 1969. La famille socialiste est réunie dans son ensemble à l'issue de ce second congrès, à l'exception notable de la CIR, présidé par François Mitterrand.

5. Nicole Questiaux annonce le 2 février 1971 au nom de la délégation nationale pour l'unité des socialistes l'organisation d'un « Congrès de l'Unité socialiste », prévu du 11 au 13 juin.

6. La liste que mène François-Xavier Ortoli intègre des candidats d'extrême droite de l'alliance républicaine de Jean-Louis Tixier Vignancour.

7. *Le Monde*, 23 mars 1971.